

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Contrôle sur les licenciements boursiers et abusifs

# **Haussez la part des salaires, baissez celle des actionnaires**

**!**

- Politique -

Date de mise en ligne : vendredi 26 décembre 2008

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Parce qu'ils ne veulent pas renoncer à 15 % de marge, les actionnaires multiplient les plans sociaux tous injustifiés sous prétexte de « la crise », de LEUR crise. Non pas parce qu'ils ne gagnent plus d'argent, mais ils n'acceptent pas d'en gagner moins. Ils gagnent encore autant aujourd'hui, ils anticipent qu'ils pourraient gagner moins demain.**

Ainsi l'automobile et les équipementiers, les actionnaires vont toucher autant cette année 2008 que l'année précédente. Mais ils défendent déjà leurs marges en multipliant les chômages partiels, licenciements, subventions publiques, exonérations de cotisations sociales. Ils veulent faire payer « les autres », c'est-à-dire nous, les salariés - 93 % de la population active. Laurence Parisot prétend que « faire payer les riches », ça ne marche pas parce qu'ils ne sont pas assez nombreux. Commençons pourtant par eux car il y a de quoi faire. Refaisons les comptes rapides : 100 milliards d'euros de bénéfices pour le CAC 40 cette année comme la précédente. C'était 57 milliards en 2003, ils ont fait la culbute en 5 ans.

Entre 148 milliards et 170 milliards, selon les économistes, siphonnés des salaires vers les profits depuis 20 ans. 72 milliards de niches fiscales. 60 milliards donnés sur nos impôts aux chefs d'entreprises sous forme « d'aides » (qui n'ont jamais rien donné ni pour l'emploi ni pour les salaires). Les 500 premières familles ont gagné 80 milliards d'euros que l'an d'avant. Les patrons ont vu leurs salaires augmenter de 58 % en 2007, ce ne sera pas moins en 2008. En 2007, la loi Tepas, c'est 15 milliards de « bouclier fiscal » pour protéger les riches qui ne travaillent pas et pousser les salariés à travailler plus pour gagner moins. 10 % de la population possède près de 50 % du patrimoine. Sarkozy a redonné 40 milliards et 320 milliards de cautions aux banques pour qu'elles continuent à jouer à l'économie casino comme avant. Des coupes drastiques contre les hôpitaux, les écoles, les services publics, un fonctionnaire sur deux supprimé. Moins de profs et d'infirmières alors qu'il en faut plus. 26 milliards de « plan de relance » pour les actionnaires qui licencient et rien pour les salariés licenciés : des accords Medef, gouvernement signés par ceux des syndicats qui s'y soumettent, aggravent le sort des chômeurs et baissent les retraites. L'argent est là, les caisses privées sont pleines, elles débordent, débordent, débordent ! Cinquième puissance industrielle du monde, la France n'a jamais été aussi riche et la richesse aussi mal partagée. C'est le pays qui a le plus fort taux d'épargne au monde et la fameuse « dette » n'est pas celle de tous les Français : l'état a emprunté aux plus riches pour compenser ses baisses de recettes dues au fait qu'il a diminué leurs impôts.

Alors, on ne va pas pleurer sur le « Gotha » des amis banquiers et banqueroutiers de Sarkozy qui ont perdu chez Madoff. Qu'ils ne nous disent pas que "les capitaux vont fuir" : trop tard ! Ces gens-là ont de la chance qu'on ne pende plus aux réverbères au son de la Carmagnole. Le seul plan de relance, c'est de faire confiance aux travailleurs, pas aux spéculateurs. Le Smic immédiatement à 1500 euros, et 200 euros pour tous, c'est la seule clef de la relance : car les salariés achèteront et feront marcher l'économie, alors que les actionnaires thésauriseront pour leurs marges regrettées. Compléments de cet indispensable « plan de relance » : l'établissement immédiat d'un nouveau contrôle sur les licenciements abusifs et boursiers, le rapprochement des durées effectives du travail de la durée légale à 35 h, deux jours de repos consécutifs, retraite à 60 ans à taux plein pour toutes et tous...

**Gérard Filoche**